

<http://www.snetap-fsu.fr/A-vendre-Enseignement-Agricole.html>



A vendre : Enseignement Agricole Public

- Nos Actions - Archives - 2004-05 - Archives -

Date de mise en ligne : jeudi 25 novembre 2004

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

L'Enseignement Agricole Public est-il à vendre ?

<dl class='spip_document_40 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:150px;'>

La question pourrait faire sourire ou surprendre les observateurs non avertis du système éducatif si chaque jour, dans l'exercice de plus en plus difficile de notre mission éducative, elle ne prenait davantage de consistance.

En 1999, " L'Enseignement Agricole Public est victime de son succès " déclarait Jean Glavany, un des prédécesseurs de Mr Hervé Gaymard, actuel détenteur du portefeuille de Ministre de l'Agriculture. **Non, vous ne rêvez pas, c'était il y a 6 ans à peine.** L'Enseignement Agricole Public était alors toujours considéré comme un outil éducatif et pédagogique de référence capable non seulement de remplir ses missions d'éducation, de formation, de promotion et d'insertion sociale et professionnelle mais aussi d'innover dans le domaine pédagogique.

L'Enseignement Agricole pouvait encore s'enorgueillir de cette approche pédagogique à la fois singulière et exemplaire qu'elle avait construite depuis plus d'une vingtaine d'années avec l'ensemble de ses personnels : création de l'éducation socio-culturelle, approche modulaire des programmes, mise en place et développement de la pluridisciplinarité, ouverture de son enseignement sur son environnement économique, social, culturel au travers de modules de formation ou de projets aidés en prise directe avec les préoccupations sociales, culturelles, environnementales et patrimoniales des [régions](#) et des territoires...

A peine 6 ans plus tard, cet outil pédagogique unique ne se bat plus pour continuer d'innover, mais simplement pour survivre et continuer d'exister ! Etranglé financièrement par des budgets de crise successifs arbitrés sur l'autel du dogme libéral de la réduction des déficits de l'Etat et de la réduction du nombre de fonctionnaires dans notre pays, l'Enseignement Agricole Public n'a plus aujourd'hui les moyens de fonctionner normalement et donc de remplir ses missions constitutionnelles d'éducation et de formation alors que parallèlement les moyens alloués à l'enseignement privé sont confortés et que les subventions qui lui sont versées sont revalorisées en application de la loi Rocard. C'est un vrai " désastre " éducatif, social et humain. Jugez en plûtôt. Depuis 3 ans :

- 300 emplois de fonctionnaires ont été supprimés au Ministère
- près de 300 contractuels enseignants n'ont pas retrouvé d'emploi
- plus d'une centaine de classes ont été fermées
- le taux d'encadrement des élèves ne cesse de baisser depuis la disparition du dispositif emplois-jeunes
- des enseignements obligatoires ne sont plus assurés dans leur totalité
- des enseignements optionnels sont supprimés massivement, notamment en Seconde Langue Vivante
- le droit à la formation professionnelle des agents est remis en cause faute de crédits...

Pire encore ! La [DGER](#) (Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche), en charge de la politique éducative du Ministère de l'Agriculture est **aujourd'hui dans une situation de quasi faillite financière** :

- L'Inspection, paralysée financièrement, n'a plus les moyens de fonctionner jusqu'à la fin de l'année civile en

A vendre : Enseignement Agricole Public

cours

- Les services administratifs de la DGER n'ont même plus les moyens de s'acheter du papier
- La DGER ne peut plus financer les déplacements de ses personnels même quand elle les convoque avec des ordres de mission
- Des commissions réglementaires ne sont plus convoquées faute de crédits
- Des études et des expertises sont gelées faute de financements...

On a même envisagé de vendre une partie du patrimoine foncier pour faire face aux dépenses courantes... !

Parce que nous ne pouvons plus tolérer ces atteintes à l'exercice de nos missions, à la dignité des personnels et à leurs droits, **nous vous invitons à une vente fictive de l'enseignement agricole public le jeudi 25 novembre 2004 à 10h devant la DGER, 1 ter avenue de Lowendal dans le 7ème arrondissement.**

Le Secrétariat Général